

TABLE RONDE N°2

-

Evaluer la Gouvernance, la Paix et la Sécurité (GPS) : Quels instruments de mesure pour alimenter le dialogue politique avec la société civile ? Les exemples du Mali et de la Tunisie.

Débat modéré par **Jean-Marc Châtaigner**, directeur-général délégué de l'IRD

Avec, **François Roubaud** (Directeur de recherche à l'IRD), **Joseph Brunet-Jailly** (Professeur des Universités, économie de la santé, ex-Représentant IRD au Mali) et **Imed Abdeljaoued** (Professeur des universités à l'ENA Tunisie).

Résumé : Cette table ronde se propose d'aborder la thématique de la gouvernance, la paix et la sécurité et de son suivi. Ces questions sont au cœur de l'agenda international (à travers l'ODD 16), et continental (Agenda 2063), avec des déclinaisons variables mais connectées au niveau national. Les discussions seront organisées autour de trois courtes interventions. La première présentera une initiative originale de dispositif d'enquêtes harmonisées à l'échelle de l'Afrique (GPS-SHaSA). Les deux suivantes partiront de la base, en montrant comment ces thématiques sont appropriées par les acteurs locaux, notamment la société civile, dans les cas emblématiques du Mali et de la Tunisie.

Intervention de François ROUBAUD :

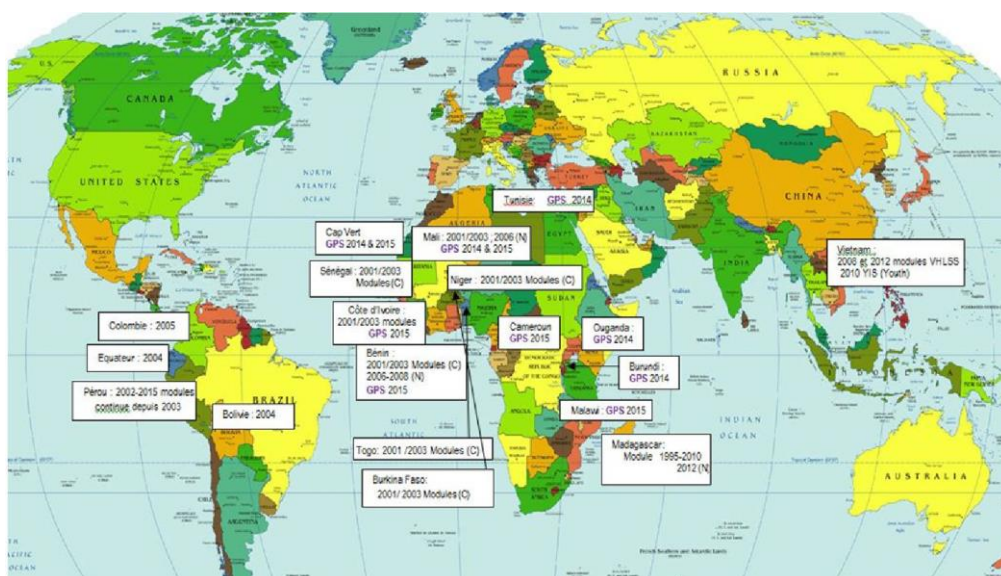
François Roubaud évoque le « paradoxe malgache », une idée développée avec Mireille Razafindrakoto et Jean-Michel Wachsberger dans son ouvrage *L'énigme et le paradoxe : économie politique de Madagascar* (IRD/AFD édition, 2017). Son intervention prolonge une réflexion fondée sur un phénomène analysé à Madagascar. A la suite d'une forte période de croissance, une crise politique majeure apparaît (le paradoxe) ; le niveau de vie des Malgaches ne cesse de régresser depuis l'indépendance du pays, un phénomène qu'aucun facteur économique n'aurait et ne peut prédire. Cycles politiques et économiques sont indissociablement liés sur la Grande Ile.

Face à ce genre de crise, quelle méthode d'analyse employer ? L'idée est de conduire des enquêtes auprès des habitants et des ménages. Il s'agit d'un dispositif de statistiques publiques qui permettrait comme pour les fluctuations du chômage de prévoir son évolution. Des initiatives locales ont été prises en Afrique et une méthodologie a été mise au point : la méthode « GPS SHaSA ». Elle consiste en l'élaboration de statistiques sur la gouvernance, la paix et la sécurité (GPS) à l'échelle du continent africain, coordonnée par l'Union Africaine, avec l'appui de l'IRD. La méthode consiste à greffer sur des enquêtes socio-économiques officielles auprès des ménages des modules spécifiques sur ces thématiques. Il s'agit d'un dispositif harmonisé d'enquêtes conduites par les Instituts Nationaux de la Statistique, qui peut être institutionnalisé dans le cadre d'une initiative continentale.

Le City Group de Praia a été mis en place par la Commission Statistique des Nations-Unies. Il constitue un forum entre organisations nationales, internationales et chercheurs, pour partager et développer une expertise sur la mesure de la gouvernance et promeut la définition et l'harmonisation des indicateurs de gouvernance. Il contribue à l'établissement de normes et méthodes au niveau international, évalue et suscite la demande en matière de statistiques de gouvernance.

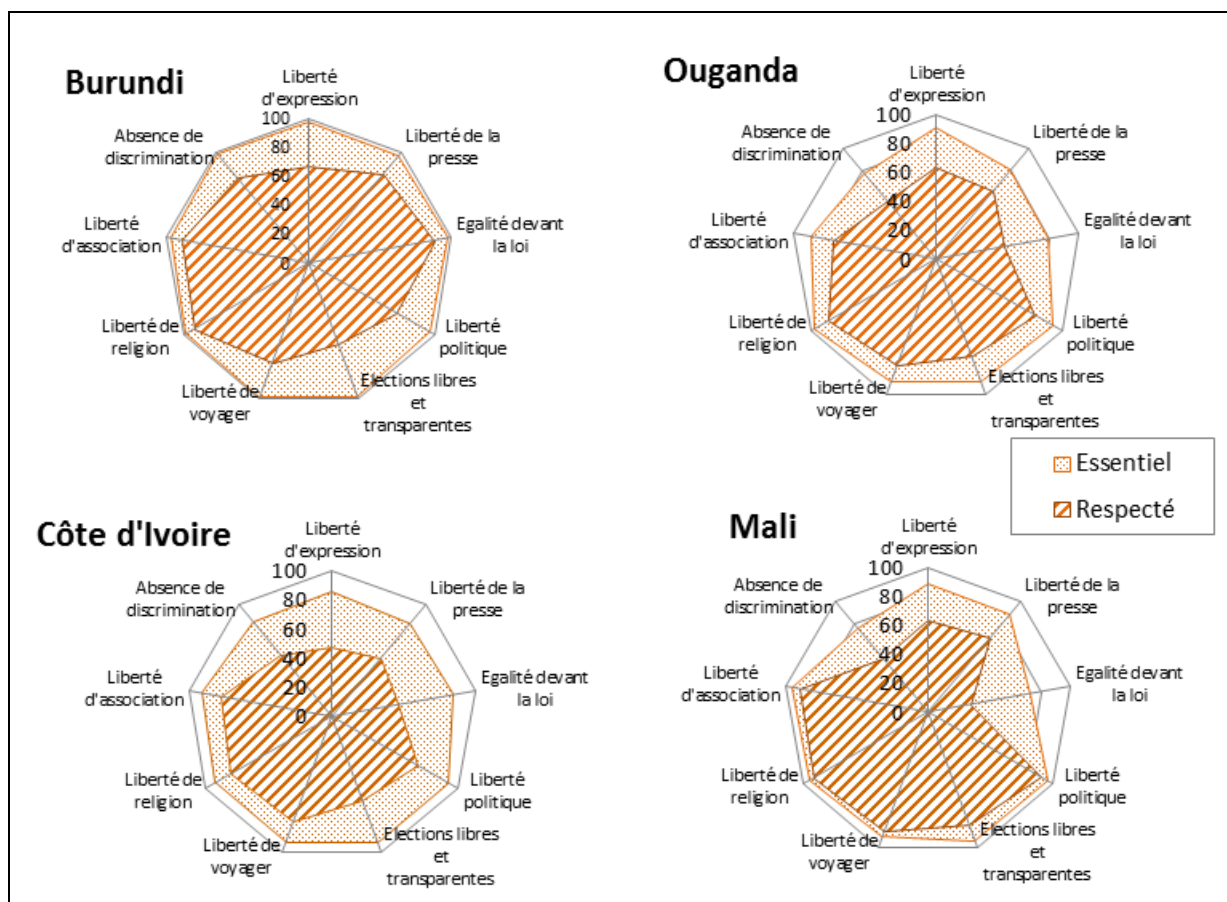
Le groupe de Praia se charge des statistiques sur les aspects majeurs de la gouvernance, ce qui inclut les statistiques sur (i) l'efficacité des institutions, leur « *accountability* » et leur caractère inclusif, (ii) l'état de droit, (iii) la confiance des citoyens dans les institutions étatiques, (iv) la transparence dans la gestion financière, (v) l'accès à l'information, (vi) les droits humains, (vii) la gouvernance locale, la participation citoyenne et la société civile.

1995 : Première enquête à Madagascar-----> 2015 : Création du groupe de Praia



François Roubaud présente ensuite quelques exemples illustratifs de cette approche, tirés des enquêtes dans différents pays africains. Qu'est-ce que la démocratie ? La conception de la démocratie est-elle universelle ?

La figure ci-dessous montre que la réponse est largement positive. Les citoyens africains ne se font pas une idée différente de la démocratie que les Européens. En revanche, le respect des principes démocratiques et des droits fondamentaux sont loin d'être garantis. La situation est très variable selon les pays. En identifiant les points faibles, les enquêtes peuvent être un support précieux pour l'élaboration de politiques adaptées à chaque contexte national.



François Roubaud précise que cette initiative GPS SHaSA peut faire la différence sur trois points :

- Repousser les frontières de la statistique et du suivi des ODD ;
- Promouvoir la gouvernance démocratique et dans les pays en développement et dans le monde ;
- Inverser les flux de « transferts méthodologiques » du Sud vers le Nord et particulièrement de l'Afrique vers le reste du monde

Intervention de Joseph BRUNET-JAILLY :

Pour Joseph Brunet-Jailly l'intérêt de la "communauté internationale" dans les zones sensibles est évident mais l'interventionnisme de cette communauté est tel que l'intérêt pour les pays bénéficiaires n'est pas garanti ; alimenter le dialogue politique est une autre affaire : y a-t-il dialogue politique dans le pays ou simple soumission aux injonctions des intervenants extérieurs ? Et les enquêtes, par leur contenu, aident-elles à nourrir un dialogue politique ?

Il commente les enquêtes réalisées au Mali à partir de deux questions : Les indicateurs intéressent-ils le dialogue politique ? Les indicateurs recueillis sont-ils tous ceux qui peuvent intéresser le débat politique ?

La réponse à la première question commence par une autre interrogation : comment sont recueillis les indicateurs ? Il apparaît en effet rapidement que certaines questions sont inquiétantes pour beaucoup d'enquêtés et gênantes pour beaucoup de dirigeants politiques : par exemple le thème de la discrimination en fonction de l'orientation sexuelle. Une autre difficulté peut apparaître ; celle de la formulation des questions: les enquêtés peuvent avoir des difficultés à comprendre les questions et les réponses sont, de ce fait, difficilement interprétées.

Il arrive aussi que les indicateurs recueillis véhiculent des conceptions étrangères à la société qu'ils cherchent à décrire, notamment une conception de la démocratie et de l'Etat de droit qu'on veut croire universelle. Or, une frange importante de la population se reconnaît dans un système d'allégeance, de clientèle, et pas nécessairement dans un système de choix personnel, individuel : on ne comprend rien au clientélisme politique si on ignore son enracinement dans la tradition sociale. Une autre différence est celle de la conception de la corruption qui n'est pas adaptée à des sociétés où les transferts de biens et les prestations sans contrepartie immédiate sont monnaie courante. Là encore, la propriété individuelle est une notion importée, alors que les échanges de biens et prestations ne sont pas des opérations commerciales mais sont inclus dans les relations sociales quotidiennes.

Ceci étant dit, pour Joseph Brunet-Jailly, les indicateurs décrivent très clairement et très fréquemment la défaillance de l'Etat dans les zones sensibles et la défiance de la population à l'égard de la plupart de leurs administrations, incluant la justice. Progressivement toutes les institutions de l'Etat sont atteintes : si l'armée et les hautes autorités (le Président, les dignitaires religieux, etc) sont épargnés dans les premières enquêtes, on voit dans les suivantes que la corruption leur est souvent reprochée. Dans cette dimension, le recueil de ces indicateurs entretient le désespoir de l'homme occidental devant la situation du monde en développement. La résilience de ces pays considérés « infirmes » serait alors pour lui la bonne surprise.

Il faut aussi observer que certains indicateurs sont d'interprétation délicate. Par exemple, à une question générale sur le fonctionnement de la démocratie au Mali, les soldes d'opinions sont de l'ordre de 40 % pour le premier quintile de revenus, de 20 % pour le second, inférieur à 10 % pour le troisième, à peine négatif pour le 4^{ème} et proche de -20 % pour les plus riches. Donc plus on est riche, plus on est critique à l'égard des institutions. Cela correspond-t-il à la frustration de n'avoir pu tirer du système tout ce que l'on espérait ? Ou cela traduit-il un plus grand esprit critique guidé par une meilleure compréhension de l'idéal démocratique ?

Quant à l'intérêt des acteurs du dialogue politique pour ces indicateurs, Joseph Brunet-Jailly constate d'abord que le cas du Mali est un exemple de la difficulté récurrente d'installer les conditions du débat et du dialogue là où on les aurait attendus et souhaités, notamment au sein des partis, puisque la mode a été aux partis uniques (US-RDA¹², UDPM¹³). D'où les séries d'exclusions et de condamnations vécues entre les années

¹² Union Soudanaise-Rassemblement Démocratique Africain

¹³ Union Démocratique du Peuple Malien

1960 et 1990 et qui ont écarté toute possibilité de débat dans le pays. Or la génération actuelle des politiciens a été élevée dans ce climat, où le clientélisme remplace la conviction et l'ambition politiques.

Depuis la démocratisation par l'adoption de règles "à l'occidentale", s'il y a quelques partis relativement puissants (du fait de l'étendue de leur implantation territoriale plutôt que du fait de leur idéologie), un grand espace est occupé par les clientèles personnelles des personnalités qui, par incompatibilité d'humeur, ont choisi de faire leur chemin hors des grands partis. Il y a aujourd'hui 54 partis dans la majorité présidentielle, c'est-à-dire une bonne quarantaine de partis réduits à une personne et ses affidés.

Le pouvoir reste géré selon le schéma ancien du chef qui impose son autorité, qui dispose de la force, « *fanga* », qui obtient des allégeances et les fait respecter. Il faut être courageux pour s'afficher en désaccord avec le chef.

En outre, le caractère formel voire factice des institutions démocratiques dans le contexte africain apparaît lorsqu'on constate que les institutions politiques ne délibèrent pas : au Mali les députés n'ont délibéré ni sur l'accord d'Alger, ni sur son application ; ils sont convoqués pour voter des textes préparés par le gouvernement, par exemple la révision de la constitution, leur contribution à l'élaboration est nulle.

A fortiori, la société civile n'a rien à débattre avec les autorités ; si elle n'est pas un faux-nez de l'action politique, et si elle n'est pas entièrement engagée dans l'action caritative substitutive, elle n'est là que pour faire figuration devant les partenaires étrangers, et profiter de leur générosité. La dépendance de cette société civile à l'égard de ses bienfaiteurs est totale : si certains cadres s'y forment, beaucoup ne font qu'en profiter.

Dans ces conditions, tels qu'ils sont construits, il faut craindre que les indicateurs participent à la diffusion de notre modèle de société politique, qui a été exporté vers le Sud sans tenir compte de la différence de contexte, plutôt qu'à la prise en main par chaque pays de son propre avenir. Ils renseignent donc sur les aspects qui intéressent l'Occident, et notamment ses opinions publiques, et pas forcément sur ceux qui sont décisifs pour un pays qui voudrait sortir de l'ornière.

Selon Joseph Brunet-Jailly, rien ne prouve que le gouvernement du Mali soit attaché à une amélioration de la paix, de la gouvernance et de la sécurité : l'insécurité sur son territoire et dans les pays voisins lui apporte une aide extérieure considérable et le décharge de toute responsabilité. D'ailleurs, le Président Ibrahim Boubacar Keïta se désintéresse visiblement de la lutte contre la corruption, qui était l'un de ses thèmes de propagande électorale et une composante de son image sur la scène internationale.

Les indicateurs pourraient être rendus attractifs pour le personnel politique si le commentaire qui en est fait par les chercheurs confrontait les valeurs observées aux objectifs ou promesses des décideurs ou des intervenants extérieurs.

La réponse à la deuxième question s'arrête sur un constat : l'idée selon laquelle les décideurs politiques n'écouteront pas leurs mandants est très répandue, mais est-ce bien le cas ? Les enquêtes au Mali expriment certaines des préoccupations de la population, donc sans doute aussi de la société civile. Lorsque les gens sont interrogés sur les menaces qui les inquiètent actuellement dans leur vie quotidienne, il est frappant de constater qu'ils citent en tout premier lieu la pauvreté, la faim, le chômage, le risque de santé, avec des soldes positifs tous supérieurs à ceux qui seront obtenus par les items liés au risque terroriste, aux conflits armés, ou aux agressions physiques. Autrement dit, comme ses députés, la population ne se préoccupe pas prioritairement de l'insécurité, sujet de prédilection des discours officiels et de la "communauté internationale". Les dirigeants se préoccupent essentiellement d'acquiescer de l'aide, ils sont en phase avec une population qui se plaint avant tout de la pauvreté !

Evidemment, on trouve là une concordance avec les analyses qui mettaient en avant, dès 2012, le rôle des facteurs économiques dans le surgissement de la crise. Mais on ne voit pas apparaître la revendication de décider soi-même dans tous les domaines : comme si le protectorat actuel, après la dépendance de plusieurs décennies à l'aide internationale massive, était acquis, assimilé par tous, accepté par tous.

Les enquêtes ignorent aussi des éléments essentiels de la situation, des éléments qui ressortent pourtant des approches qualitatives. Ainsi par exemple le rôle du trafic de drogue. Pourtant, il peut être considéré comme un facteur important, constituant le « nerf de la guerre », mais ni le Mali, ni la France, ni la communauté internationale, ni les Nations-Unies ne semblent s'y attaquer. Aucun indicateur ne permet de suivre l'évolution de l'opinion sur ce sujet.

On devrait situer ici aussi le blocage de la décentralisation et l'illusion de la démocratisation¹⁴ : le pouvoir est concentré aux mains d'une caste que l'aide internationale participe à protéger et enrichir. Les politiques dites "stratégie de lutte contre la pauvreté et pour la croissance", financées massivement par la communauté internationale, ne s'attaquent pas aux racines de la pauvreté, elles supposent encore que la croissance dans les comptes macro-économiques réduira la pauvreté ; on sait que c'est faux, mais on veut le faire croire encore, parce que ça permet de ne pas toucher à la répartition et à la redistribution du revenu : des indicateurs sur ces deux points seraient donc bienvenus.

On aurait pu imaginer que le modèle de développement soit une préoccupation importante de la société politique : par exemple, depuis 2012, s'est-on attaché à proposer aux populations du Nord Mali des activités de développement réalistes et susceptibles de leur assurer une élévation de leur niveau de vie ? Au contraire, les documents préparés pour le Mali, notamment le PRED¹⁵, mais aussi le rapport de la MIEC¹⁶, ne contiennent aucune orientation nouvelle par rapport aux CSCR¹⁷, mises à part les actions humanitaires. Ce qu'on y trouve, ce sont les éléments habituels que les bailleurs internationaux financent volontiers (par exemple les grands travaux, ou l'agro-industrie)¹⁸.

C'est que, dès le printemps 2013, le Mali et ses "partenaires au développement" ont adopté une attitude de déni quant à l'importance et à la profondeur de la crise malienne. Selon Joseph Brunet-Jailly, l'action internationale de soutien s'est contentée d'un « ravalement de façade » sans chercher plus loin. Le pourrissement qui s'est produit depuis lors est le prix de cette erreur de jugement.

¹⁴ Voir plusieurs contributions à l'ouvrage : Joseph Brunet-Jailly, Jacques Charmes, D. Konate, *Le Mali contemporain*, Editions IRD- Editions Tombouctou, 2014

¹⁵ Plan pour la Relance Durable du Mali.

¹⁶ Mission d'évaluation des besoins dans le Nord Mali.

¹⁷ Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté.

¹⁸ Cf. Joseph Brunet-Jailly : 3,4 milliards d'euros pour quoi faire ? Mediapart, 18 janv. 2016, <https://blogs.mediapart.fr/joseph-brunet-jailly/blog/180116/34-milliards-deuros-pour-quoi-faire>

Intervention d'Imed ABDELJAOUED :

Gouvernance, Paix et Sécurité (GPS) : Quelques réflexions sur la situation tunisienne.

Six ans après la révolution de janvier 2011, la transition démocratique en Tunisie enregistre des résultats mitigés. Sur le plan de l'architecture institutionnelle et des libertés fondamentales, le bilan est très positif selon Imed Abdeljaoued, avec notamment une charpente institutionnelle très respectable et la tenue d'élections libres et transparentes en 2012 et en 2014.

En dépit de ces satisfactions sur le plan politique, la situation économique et sécuritaire du pays demeure préoccupante. Sur le plan économique, la Tunisie reste incapable de stimuler l'investissement, d'accroître la croissance et donc de réduire le chômage. Deux problèmes importants persistent à ce niveau : la demande est inerte pour cause d'inflation et l'offre est trahie par le faible niveau des IDE et l'aversion à l'investissement de la part des investisseurs nationaux.

Les pressions redistributives de la part des citoyens, des jeunes diplômés chômeurs et des régions défavorisées ont plongé le pays dans la récession. Pour éviter la dégringolade et les risques qui pèsent sur la préservation de l'acquis démocratique, les différents gouvernements n'ont pas eu le courage d'éviter la satisfaction de la demande sociale par le glissement vers des niveaux d'endettement non tolérables. Cette situation a provoqué deux phénomènes très dangereux : un gonflement incroyable du secteur public et la prise en otage du gouvernement par les citoyens pour la satisfaction immédiate des besoins locaux, sectoriels ou catégoriels.

Sur le plan sécuritaire, la Tunisie, havre de paix vieux de trois mille ans d'histoire, est devenu l'un des grands exportateurs de jeunes « jihadistes ». Aujourd'hui, tant leur départ que leur retour posent problème pour le pays.

Ces deux problèmes, s'ils persistent, pourraient mettre en péril l'unique cas de transition démocratique dans le monde arabo-musulman qu'est la Tunisie. Ils ne sont toutefois pas irréversibles. Une bonne gouvernance politico-institutionnelle pourrait faire de la boucle GPS une véritable opportunité pour une sortie de crise.

En effet, les problèmes que connaît la Tunisie sont beaucoup plus le résultat de défaillances politico-institutionnelles que des vecteurs autonomes de transmission de crise. Selon Imed Abdeljaoued, le problème à la base est un problème de diagnostic. Les différentes analyses sont, dans leur majorité, focalisées sur une méthodologie « top-down » qui risque d'occulter certaines variables explicatives des difficultés que connaît la Tunisie. Ces variables sont relatives à la pratique et au fonctionnement de la démocratie.

Démocratie participative versus démocratie représentative.

L'une des difficultés majeures de la démocratie représentative est que les élus ne cristallisent pas toujours les attentes de leurs régions et de leurs électeurs. Leur fort degré de politisation, les oblige à verser dans des considérations partisans au détriment d'une réponse à la demande sociale locale. La démocratie participative pourrait, dans l'attente d'une éventuelle sanction par le vote, compléter la démocratie représentative et apporter les ajustements escomptés. Le cas tunisien est très spécifique et pourrait constituer un cas d'école de la pratique démocratique où la démocratie participative tend à se substituer à la démocratie représentative. En effet, depuis janvier 2011, la société civile tunisienne (associations, citoyens, mouvements sociaux, ONG nationales et internationales, etc) s'est renforcée avec la création de plus de 10000 associations nouvelles. Au niveau local et des régions, cette société civile est active et occupe une partie de l'espace public pour pratiquer une citoyenneté active.

En parallèle, un constat est flagrant, selon Imed Abdeljaoued: l'absence relativement importante des élus locaux et des parlementaires sur les questions locales. Ces derniers, dans leur écrasante majorité, ont été mobilisés pour l'élaboration de la nouvelle constitution, le débat et les propositions d'un nouveau cadre législatif. Les régions, leurs difficultés et opportunités, l'approche participative, l'appropriation du territoire, le développement local, la décentralisation, constituent des termes absents de leur jargon politique. Le résultat, selon lui, est que toutes les dynamiques locales se développent désormais sans les élus et la

résolution des problèmes s'opère par le recours à des méthodes non démocratiques. L'Etat s'en retrouve fragilisé et la recherche de rentes régionales devient un sport national.

En matière de transition démocratique, un énorme problème couve, selon Imed Abdeljaoued. Les citoyens ne reconnaissent plus leurs élus et si jamais ceux-ci décidaient de réintégrer leur vocation, il y aurait de très fortes chances qu'ils soient éconduits. Aujourd'hui, dans l'esprit des citoyens tunisiens, la démocratie ne s'incarne que dans sa dimension participative.

Le couple entre décentralisation et développement local.

Selon Imed Abdeljaoued, au niveau local, le développement reste quasi-inexistant, les difficultés s'accroissent et les inégalités deviennent insupportables. Les élections municipales sont reportées depuis 2015 et devraient avoir lieu fin 2017 si aucun contretemps ne survient. Mais au-delà des dates, le problème, selon lui, réside dans le fait que depuis 2011, tous les partis et hommes politiques ont fait l'apologie de la décentralisation.

Celle-ci est présentée comme la solution : La décentralisation réglerait ainsi tous les problèmes et permettrait d'autonomiser les régions. Selon lui, la classe politique et l'opinion publique ont commis une autre erreur stratégique ; celle d'avoir jumelé les deux concepts. Or ceci ne peut être vrai que sous certaines conditions. Dans l'esprit des tunisiens, il y a une évidence : décentralisation et développement local vont de pair. Le report des élections locales ne seraient donc qu'un problème de calendrier. Or l'inexistence d'un code des collectivités locales, des ressources financières très faibles (moyenne de 5%), et la difficulté de réunir les conditions d'un développement local, questionnent la réaction des citoyens dans l'avenir.

Le clivage entre administration centrale et administration locale.

Depuis 2011, et sous l'impulsion de programmes de coopération, la société civile locale et les acteurs publics locaux ont accompli des avancées en termes de programmes conjoints et de promotion de la participation citoyenne active. Selon Imed Abdeljaoued, ces dynamiques, rendues possibles grâce à une confiance retrouvée entre citoyens et acteurs publics locaux semblent annonciatrices d'un environnement propice à la pratique de la démocratie locale.

Or, quand les projets et innovations sociales locales sont soumis à l'administration centrale, celle-ci confirme son statut de bureaucratie centralisée peu encline à partager le pouvoir. Ces entraves émanant du niveau central inhibent les énergies locales et confisquent les chances d'une transition portée par le bas. Selon lui, la société civile pourrait rapidement sombrer dans la lassitude, voire dans la violence, le chantage et la désobéissance.

Société civile locale versus société civile de Tunis

Imed Abdeljaoued rappelle qu'en démocratie, parler d'une société civile homogène ou unique paraît être un non-sens. Au contraire, c'est une société civile diversifiée et active qui est un gage de bonne gestion des affaires de la cité.

En Tunisie, la société civile joue actuellement un rôle important, notamment sur le plan politique. Pour Imed Abdeljaoued, la spécificité de la société civile tunisienne réside dans le fait qu'elle est composée des mouvements syndicaux et patronaux, des organisations socioprofessionnelles, qui favorise une mise en dialogue. Selon lui, que les débats aient lieu sur les problématiques transversales du pays avec la participation de la société civile de Tunis et le quartet détenteur du prix Nobel de la Paix¹⁹ est une excellente pratique de la démocratie. Que le gouvernement s'assure toujours de la place donnée à cette même société civile dans les débats est un excellent signal. Il souligne néanmoins que les personnes les plus concernées directement par les problèmes de développement local ou par les politiques publiques territorialisées sont absentes des débats et pourrait constituer une entorse à la démocratie.

¹⁹ Le quartet a été formé à l'été 2013, à un moment où le processus de démocratisation était en danger en raison d'assassinats politiques et de vastes troubles sociaux. Il se compose de l'UGTT (premier syndicat), l'Utica (patronat), l'Ordre des avocats et la Ligue tunisienne des droits de l'Homme. Elles ont organisé un long et difficile "dialogue national" entre les islamistes et leurs opposants, les obligeant à s'entendre pour sortir d'une paralysie institutionnelle.

Ce clivage, le plus souvent tu et refoulé par la société civile en région, peut prendre des formes violentes ou de rejet des réformes quand elle en est consultée. Selon Imed Abdeljaoued, la société civile en région, refuse aujourd'hui toute forme de consultation et ne participera aux débats nationaux qu'à la condition d'une véritable concertation au niveau local.

Paix, Sécurité et extrémisme violent.

La question sécuritaire qui secoue la Tunisie demeure, selon Imed Abdeljaoued, mal comprise et donc mal traitée. Selon lui, l'approche « top-down » fait encore preuve de ses limites. La stratégie nationale de lutte contre le terrorisme n'arrive pas à se doter des moyens d'action nécessaire qui permettrait de comprendre le phénomène afin de pouvoir l'endiguer. La problématique de la sécurité et de l'extrémisme violent devrait être traitée avec une approche micro et des diagnostics territorialisés très fin. Une analyse fine du phénomène opéré par le PASC²⁰ financé par l'Union Européenne en Tunisie, révèle que les variables explicatives diffèrent d'une manière significative même pour des régions limitrophes. La pondération de ces mêmes variables diffère elle aussi de région en région. Le phénomène de radicalisation est donc multidimensionnel et les solutions ne peuvent qu'émaner des régions elles-mêmes. C'est dans cette logique que le PASC est en train d'appuyer des *think tank* locaux pour l'élaboration de stratégies locales de dé-radicalisation qui pourraient éclairer les décideurs publics en charge de la stratégie nationale de lutte contre le terrorisme.

Pour Imed Abdeljaoued, les solutions ne pourront être que territorialisées et la société civile locale acteur incontournable dans ces débats.

Synthèse du modérateur, Jean-Marc CHATAIGNER :

François Roubaud a montré l'importance de consulter les populations locales, même si Joseph Brunet Jailly a insisté sur la nécessité du formalisme démocratique.

Lorsque il y a défaillance de l'état, qui prend la place ? Au Mali par exemple, est-ce les ONG islamiques ? Dans les régions ingouvernables, la société civile est capable du meilleur comme du pire, du fait d'une concurrence entre une variété d'acteurs (association laïques, religieuses) qui peuvent être financés par d'autres pays.

A noter, un point sur le ressenti de l'insécurité lorsque une intervention militaire se déroule, comme au Mali. Les enquêtes semblent montrer que le sentiment d'insécurité augmente malgré l'éventuel recul des problèmes de gouvernance, de corruption, etc. Pour autant, l'opération Barkane au Mali est bien considérée par la population et il a été observé une plus forte participation aux élections après les opérations militaires.

Actuellement, il n'y a pas d'alternative à ces enquêtes statistiques pour connaître la pensée des Maliens.

Selon Joseph Brunet-Jailly, les questions de lutte contre la pauvreté et de redistribution ne sont pas réellement discutées au sein des instances politiques africaines. Si elles le sont c'est surtout pour satisfaire les partenaires et bailleurs de fonds. Selon lui, l'Etat malien a, par exemple, tendance à se reposer sur l'activité de ses partenaires étrangers sur ces sujets, mais n'a pas de réelle velléité de traiter le problème.

²⁰ Programme d'Appui à la Société Civile

ACTES

Rencontre

Sahel – Méditerranée

IRD-MEAE

Mardi 18 avril 2017
Salle Jacques Clergier
1 rue Robert Esnault-Pelterie
75007 Paris